

COMMUNE DE VIVIERS
Maître d'Ouvrage

SYNDICAT DE DEVELOPPEMENT D'EQUIPEMENT ET D'AMENAGEMENT
Mandataire

AVENANT N° 2
A LA CONVENTION DE MANDAT POUR LA REHABILITATION DE LA PISCINE
MUNICIPALE

Entre les soussignés :

La Commune de VIVIERS, maître de l'ouvrage, adhérente au Syndicat de Développement d'Équipement et d'Aménagement (S.D.E.A.), représentée par son Maire, **Madame Martine MATTEI**, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération en date du 4 juillet 2020.

D'une part,

Et :

Le Syndicat de Développement d'Équipement et d'Aménagement (S.D.E.A.), mandataire, représenté par son Président, **Monsieur Olivier AMRANE**, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération en date du

D'autre part,

Il a été tout d'abord exposé ce qui suit :

La piscine municipale de Viviers, construite en 1970, est un équipement de loisirs de plein air, ouvert en juillet et août. Elle est constituée d'un bassin sportif de 300 m², d'un bassin d'apprentissage de 92 m², de plages minérales et végétales et de bâtiments annexes (vestiaires, sanitaires, locaux personnels et techniques). L'établissement présente des non-conformités et une vétusté générale de ses équipements : bâtiments annexes, bassins et plages. Une rénovation s'avère nécessaire, pour les plages et bassins et pour le bâtiment abritant les vestiaires, sanitaires et locaux techniques.

Le coût de cette opération communale de rénovation était initialement estimé à **788 900,00 € H.T.** dont **660 600,00 € H.T.** de travaux.

Le planning d'exécution de l'opération devrait s'étaler sur la période **2021-2025** pour une durée arrêtée à 40 mois.

Le S.D.E.A a été désigné, par la convention de mandat initial, maître d'ouvrage mandataire, conformément aux dispositions du livre IV de la Deuxième partie du Code de la commande publique relatif aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET :

Le présent avenant a pour objet de prendre en compte les aléas de la réhabilitation des locaux des vestiaires de la piscine.

ARTICLE 2 - PROGRAMME ET ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE - DELAI :

2.1 – Programme et enveloppe financière

Le programme de l'opération confiée au mandataire, défini par l'annexe 1 à la présente convention connaît les évolutions suivantes :

Pour des raisons budgétaires, la mairie de Viviers a souhaité découper l'opération en 2 phases : la rénovation des plages et bassins et la rénovation du bâtiment.

La 1^{ère} phase de travaux pour la rénovation des plages et bassins engagée en 2022, a subi de nombreux aléas, dont la découverte d'amiante cachée et de réseaux enterrés obsolètes. Outre un arrêt de chantier, il en a résulté un surcoût de travaux. Cette 1^{ère} phase de travaux s'est achevée en mai 2023 pour un montant total de travaux de 594 000 € H.T.

En janvier 2024, la commune décide de lancer la 2^{nde} phase de travaux correspondant à la rénovation du bâtiment, pour un montant total de travaux de 200 000 € H.T.

L'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération et son contenu détaillé, mandat compris, est portée à : **1 008 000 € H.T. soit 1 209 600,00 € T.T.C. dont 34 086,96 € H.T. soit 40 904,35 € T.T.C** de rémunération de mandataire

2.2 – Délai

Le mandataire s'engage à mettre les ouvrages de l'opération à la disposition du maître de l'ouvrage, selon les tranches de livraisons définies au programme au plus tard à l'expiration d'un délai de **40 mois** à compter de la notification de la convention de mandat initiale.

ARTICLE 3 - MODE DE FINANCEMENT - ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES ET DES RECETTES :

Le maître de l'ouvrage s'engage à assurer le financement de l'opération selon le plan de financement prévisionnel et l'échéancier des dépenses et recettes prévisionnels figurant respectivement en annexes 3 et 4.

L'échéancier prévisionnel des dépenses et recettes fait l'objet d'une mise à jour périodique dans les conditions définies à l'article 7 de la convention de mandat initiale. Il fait également apparaître les prévisions de besoins de trésorerie de l'opération.

ARTICLE 4 - AUTRES CLAUSES :

Toutes les autres clauses de la convention de mandat initiale demeurent inchangées en ce qu'elles n'ont de contraire aux dispositions du présent avenant.

Fait à VIVIERS, le

**Pour le Mandataire,
Le Président du S.D.E.A.,**

Olivier AMRANE

**Pour le Maître d'ouvrage,
Le Maire de la Commune de VIVIERS**

Martine MATTEI



Envoyé en préfecture le 04/04/2025

Reçu en préfecture le 04/04/2025

Publié le 04/04/2025



ID : 007-210703468-20250402-2025_029SG-DE



MAIRIE DE VIVIERS

REHABILITATION DE LA PISCINE MUNICIPALE

PROGRAMME



SOMMAIRE

1. CONTEXTE - page 3

1.1 CONTEXTE GENERAL

1.2 ACTEURS DE L'OPERATION

2. OBJECTIFS ET EXIGENCES - page 4

2.1 OBJECTIFS

2.2 INTENTIONS DE PROJET

3. CONTRAINTES - page 5

3.1 CONTRAINTES ET CARACTERISTIQUES DU SITE

3.2 CONTRAINTES REGLEMENTAIRES

4. FONCTIONNEMENT DES ESPACES - page 6

5. COUT ET CALENDRIER - page 8

5.1 MONTANT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

5.2 CALENDRIER DE L'OPERATION

ANNEXE - page 9

ELEMENTS DE DIAGNOSTIC

1. CONTEXTE

1.1. CONTEXTE GENERAL

La piscine municipale de Viviers, construite en 1970, est un équipement de loisirs de plein air, ouvert en juin (scolaires) et en juillet et août. Elle est constituée d'un bassin sportif de 300 m², d'un bassin d'apprentissage de 92 m², de plages minérales et végétales et de bâtiments annexes (vestiaires, sanitaires, locaux personnels et techniques).

L'établissement comptabilise environ 5 000 entrées par saison, dont 1 000 concernent des enfants dans le cadre scolaire. Le public accueilli est essentiellement familial et touristique. La fréquentation maximale instantanée (FMI) est de 200 personnes.

L'établissement présente des non conformités et une vétusté générale de ses équipements : bâtiments annexes, bassins et plages. Une rénovation s'avère nécessaire.

Par ailleurs, souhaitant augmenter la période de fréquentation de la piscine et notamment l'accès dans le cadre scolaire, la commune souhaite étudier la possibilité de chauffer l'eau.

Un diagnostic, a été réalisé par un bureau d'études spécialisé en juin 2019. Il recense d'une part les non conformités à résoudre et d'autre part une liste de travaux de rénovation jugés souhaitables, à considérer en annexe au présent programme.

1.2. ACTEURS DE L'OPERATION

La **commune de Viviers, maître d'ouvrage**, est représentée par le **SDEA mandataire**.

Le projet sera conduit par un **groupement de maîtrise d'œuvre**, comprenant à minima les compétences professionnelles suivantes :

- Architecte diplômé d'état HMONP, DPLG ou équivalent, inscrit à l'ordre national des Architectes ;
- Bureau d'études fluides ;
- Bureau d'études structures ;
- Economiste de la construction ;

Le **groupement de Maîtrise d'œuvre** sera chargé :

- d'une mission de base, avec EXE portant sur la rénovation et mise en conformité des installations de bassins et de plages (y compris les installations de traitement d'eau) ;
- d'une mission complémentaire comprenant un relevé du site et des bâtiments et un diagnostic permettant d'une part de définir et programmer la mise en œuvre de travaux « urgents » à réaliser dès 2021, et d'autre part de compléter les objectifs programmatiques portant sur la mise en conformité et la rénovation de l'équipement complet (y compris l'accès, les bâtiments) et le chauffage de l'eau.

Un **contrôleur technique** sera chargé d'une mission de base portant sur la sécurité des personnes et la solidité des ouvrages et des missions complémentaires (accessibilité).

Un **coordonnateur SPS** sera missionné pour une coordination telle que définie dans le décret 94.1159 du 26 décembre 1994 pour une opération de la catégorie 2.

2. OBJECTIFS ET EXIGENCES

2.1. OBJECTIFS

La rénovation de la piscine de Viviers doit permettre de répondre aux **objectifs hiérarchisés** ci-après.

Mise aux normes de l'établissement : sécurité, accessibilité, hygiène.

Rénovation des bâtiments, des bassins et des plages.

Optimisation des installations.

Chauffage de l'eau

2.2. INTENTIONS DE PROJET

INTENTIONS ARCHITECTURALES

La piscine bénéficie d'un cadre agréable, avec de belles vues et un espace vert paisible. Ce cadre est attractif pour le public familial et les touristes qui fréquentent l'établissement. Ces espaces devront être préservés, voire valorisés.

Il n'est pas attendu d'intention architecturale particulière sur les bâtiments, le cadre naturel étant à privilégier. Néanmoins, l'équipement devra pouvoir être identifié visiblement et lisiblement dans sa fonction de piscine et d'espace de détente, voire être rendu plus attractif.



PERFORMANCE DES EQUIPEMENTS

Une attention particulière sera apportée en matière d'optimisation du traitement de l'eau : les équipements proposés devront être adaptés à une maintenance réalisée en régie par la commune.

Le même parti pris de simplicité est à observer pour le chauffage de l'eau.

Les solutions de type énergies renouvelables sont à privilégier : production d'ECS, chauffage de l'eau.

BATIMENTS

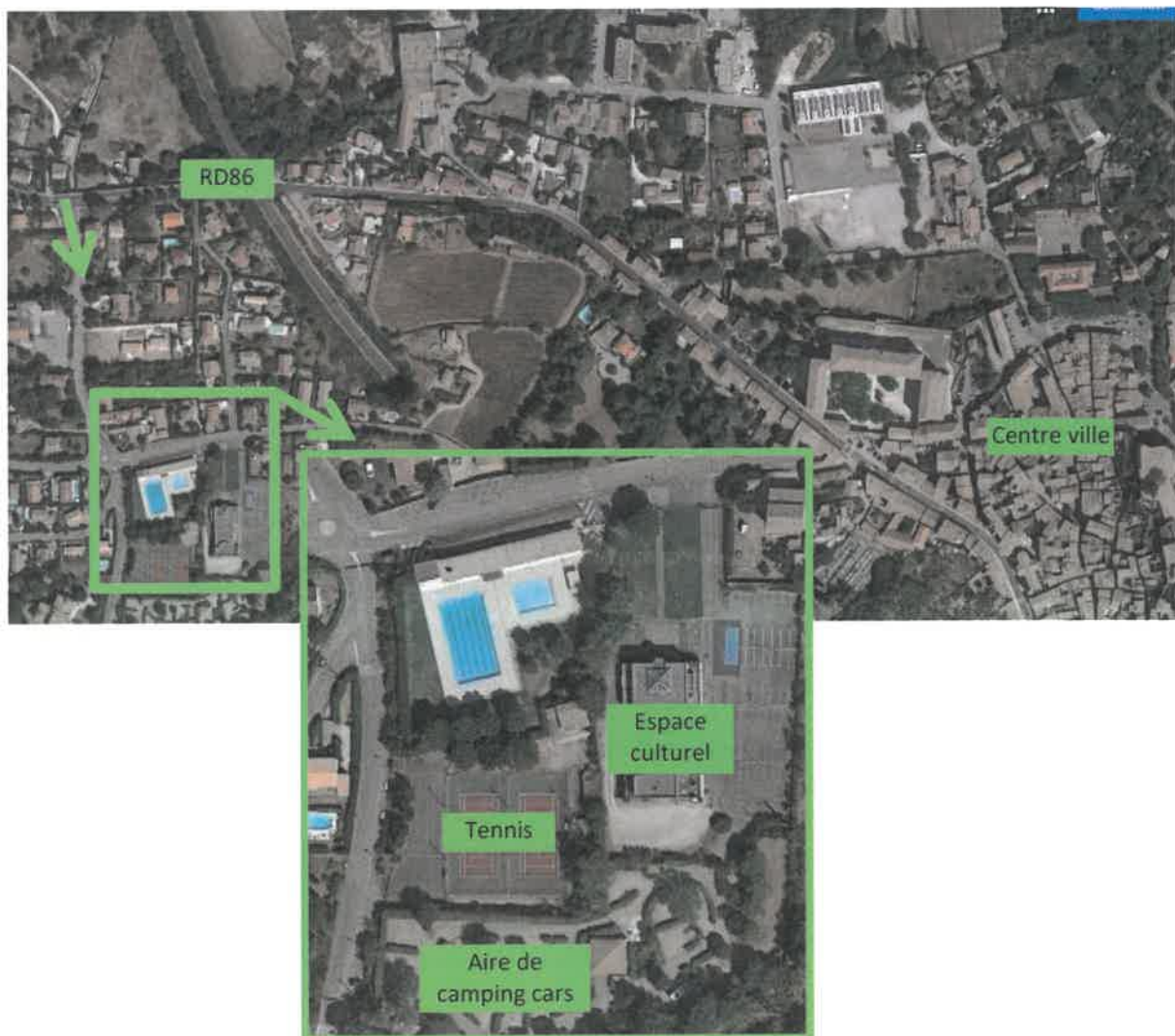
La maîtrise d'ouvrage n'exprime pas d'impératif quant à la rénovation des bâtiments existants ou leur éventuelle démolition totale ou partielle. Le projet sera guidé par les impératifs de mises aux normes et les aspects structurels (cf. diagnostic en annexe). La maîtrise d'œuvre sera missionnée dans le cadre de la phase diagnostic, pour réaliser l'étude structure permettant de définir les éventuels confortements à prévoir.

3. CONTRAINTES

3.1. CONTRAINTES ET CARACTERISTIQUES DU SITE

La piscine est située 31 chemin de Barulas, à l'est du centre ville de Viviers, dans un quartier pavillonnaire regroupant des équipements communaux de loisir : espace culturel, tennis, aire de camping cars.

La parcelle de 3 567m² est cadastrée AM89.



3.2. CONTRAINTES REGLEMENTAIRES

Le projet dans son ensemble devra respecter les règles fondamentales de la construction en vigueur et en particulier les documents à caractères généraux tels que :

- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux.
- Les normes françaises (NF) éditées par l'association française de normalisation (AFNOR).
- Les agréments ou avis du centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB).
- Le code de la construction et de l'habitation.
- Le règlement de la zone Ueq de la commune de Viviers.
- Une partie de la parcelle (extrémité NO) est située en zone d'aléa fort au titre du risque inondation : les prescriptions du PPRI sont à considérer.
- Le règlement sanitaire départemental.
- Les textes relatifs à l'accessibilité des équipements aux personnes atteintes de handicap.
- La réglementation relative au risque sismique : la commune de Viviers est classée en zone de sismicité 3 (modérée).
- Les diagnostics amiante et plomb avant travaux seront réalisés par la maîtrise d'ouvrage, pendant la phase de diagnostic des études de maîtrise d'œuvre.
- Toutes autres investigations complémentaires jugées nécessaires devront être sollicitées pendant la phase de diagnostic des études de maîtrise d'œuvre.

ERP ET INCENDIE :

Le projet respectera les réglementations relatives à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique : l'établissement sera classé en ERP de type PA, 5^{ème} catégorie. Les prescriptions du préventiviste et du bureau de contrôle seront intégrées dès les phases d'avant projet.

4. FONCTIONNEMENT DES ESPACES

Les différentes fonctions de l'équipement sont les suivantes :



La rénovation devra permettre de respecter le circuit fonctionnel d'accueil du public suivant, dans le respect de la séparation des circulations « pieds chaussés » / « pieds nus » :

Accueil/billetterie ⇒ ○ ⇒ Déchaussage ⇒ Vestiaires ⇒ Sanitaires ⇒ P ⇒ Bassins et plages minérales
 ⇒ P ⇒ Plages végétales

○ = contrôle d'accès / P = pédiluve

Certains accès et liaisons sont impératifs, dont plus particulièrement :

- Un accès public lisible, accessible, avec une orientation directe vers l'accueil ;

- Une sortie facilitée de l'infirmierie sur l'extérieur pour favoriser une éventuelle évacuation rapide ;
- Un accès extérieur facilité aux locaux techniques (traitement de l'eau, chauffage de l'eau) pour favoriser la maintenance des installations sans perturber le fonctionnement de l'équipement.

Une liaison est à retrouver avec le centre culturel mitoyen afin de pouvoir mutualiser l'usage des deux équipements communaux.

L'ensemble du site doit être clos, l'accès aux bassins doit être sécurisé.

La billetterie est à moderniser, avec proposition d'un système simple permettant de calculer la FMI.

Le système de vestiaires est souhaité « à gestion humaine » sur le modèle du système actuel.

Une buvette peut être proposée, soit dans l'enceinte de la piscine, pour sur le modèle de « food truck » facilement accessible depuis la piscine.

Les espaces à traiter et à retrouver dans l'équipement sont les suivants :

Espace	Surface	Nombre	Surf. totale	Observations / équipement
Accueil				
Billetterie	10 m ²	1	10 m ²	Poste de travail informatisé
Espace portes habits	25 m ²	1	25 m ²	Espace équipé de portiques
Espace de déchaussage	10 m ²	1	10 m ²	Espace équipé de bancs
Coursive	100 m ²	1	100 m ²	Espace extérieur couvert
Vestiaires / Sanitaires				
Vestiaires (H/F)	25 m ²	2	50 m ²	3 cabines dont 1 accessible et un espace collectif avec bancs et patères (40 m ²)
Sanitaires	20 m ²	2	40 m ²	4 douches et 2 WC + 1 douche et 1 WC accessibles
Locaux personnels / logistique				
Vestiaires (H/F)	15 m ²	2	30 m ²	1 espace avec bancs et patères et 1 douche et 1 WC accessibles
Espace détente / Infirmierie	10 m ²	1	8 m ²	1 évier et alimentations électriques
Rangement du matériel	10 m ²	1	10 m ²	
Local ménage / produits	8 m ²	1	8 m ²	
Locaux techniques				
Local traitement d'eau	100 m ²	1	100 m ²	Bacs tampons et filtration
Local dépotage	5 m ²	1	5 m ²	Douche de sécurité
Local produits	5 m ²	1	5 m ²	Stockage produits
Local ECS / adoucisseur	5 m ²	1	5 m ²	Production ECS et adoucisseur
Bassins et plages extérieurs				
Bassin d'apprentissage	92 m ²	1	92 m ²	
Plage du bassin d'apprentissage	260 m ²	1	260 m ²	Pédiluve d'accès et protections
Grand bassin	300 m ²	1	300 m ²	
Plage du grand bassin	460 m ²	1	460 m ²	Pédiluve d'accès et protections
Plage végétale				Cheminement PMR

5. COUT ET CALENDRIER

6.1. MONTANT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Le montant prévisionnel des travaux est arrêté à **660 600 €HT dont 410 000 €HT pour la réalisation des travaux inclus dans la mission de base. Sur cette mission de base, une enveloppe de 225 000 €HT est réservée pour les travaux urgents qui seraient à réaliser dès 2021.**

6.2. CALENDRIER DE L'OPERATION

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

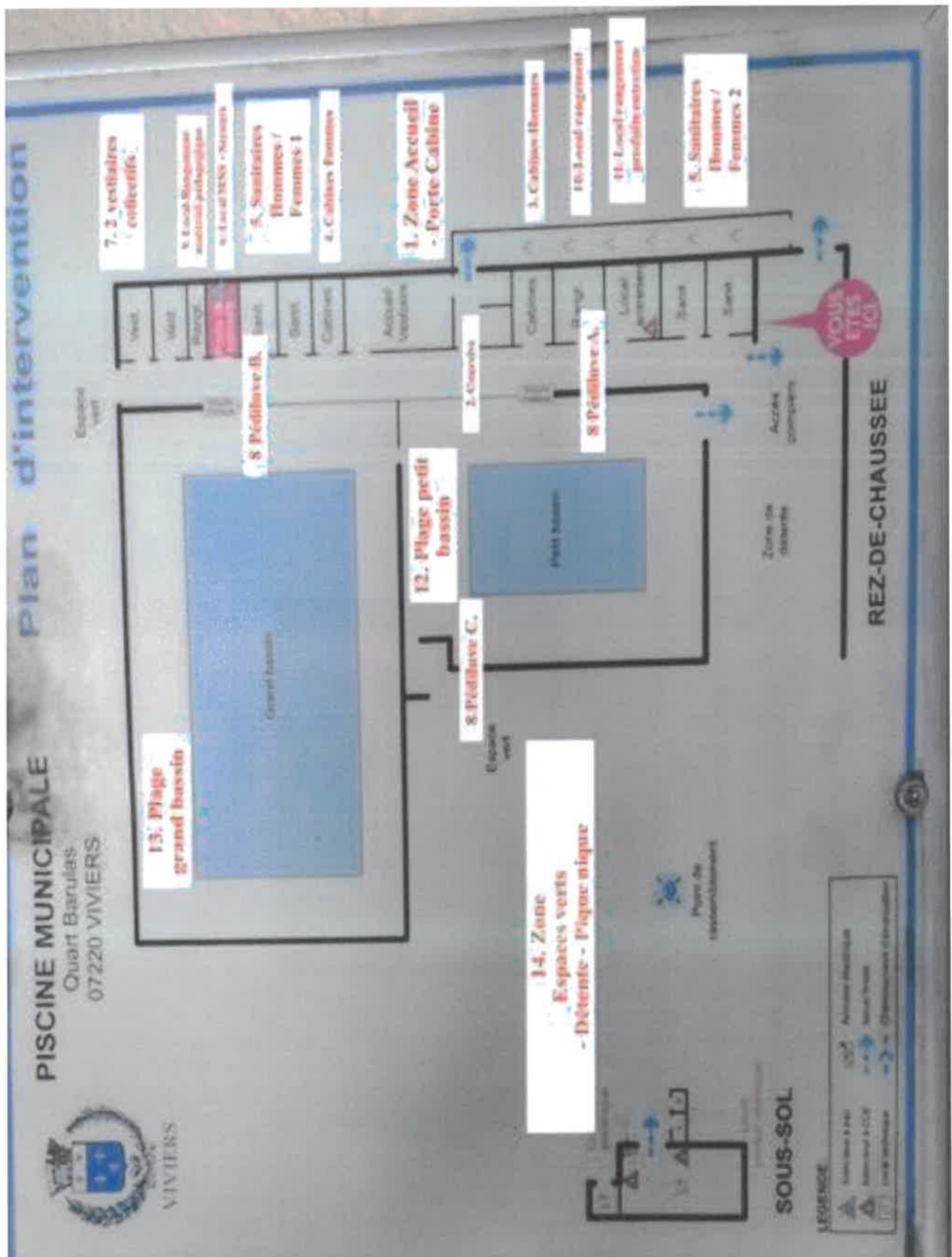
- Consultation de la maîtrise d'œuvre : février/mars 2021
- Etudes de maîtrise d'œuvre : mars à août 2021
- Consultation des entreprises : septembre 2021
- Travaux : démarrage en novembre 2021 possiblement en 2 phases. La 2^{ème} phase sera à réaliser en 2023.

Le projet doit intégrer l'impératif de l'ouverture de la piscine en juin/juillet/août (2021, 2022, 2023).

ANNEXE AU PROGRAMME ELEMENTS DE DIAGNOSTIC

CONTENU DU DIAGNOSTIC

- Visite du site par 2 ingénieurs le 9 avril 2019
- Examen des installations et interview des personnes rencontrées sur site
- Reportage photographique pour localiser les éléments observés
- Proposition de travaux de réhabilitation ou de rénovation et des coûts globaux
- Précision pour chaque préconisation :
 - Norme (N)
 - Sécurité (S)
 - Recommandation (R)
- Classement des équipements selon une notion de vétusté :
 - V1 : Bon état
 - V2 : État moyen
 - V3 : Mauvais état



1 - : BÂTIMENT STRUCTURE TOITURE ETANCHEITE : RECOMMANDE 48 800,00 HT€

Reprendre l'étanchéité de la toiture (260 m²). (R)

Réaliser les études de descente de charges. (R)

Réaliser les contrôles de structure des poteaux. (S), pm

Remise en peinture des portails et réfection des clôtures (200 m). (R)



2 – ACCUEIL PORTE-HABIT CAISSE : RECOMMANDE 11 840,00 HT€

Rendre la piscine accessible aux PMR, depuis la (les) place(s) de parking PMR, jusqu'à l'accès à tous les espaces ouverts au public dans l'établissement. (voir chapitre Accessibilité PMR)

Réaliser les avaloirs dans le sol. (R)

Reprendre les peintures des murs (100 m^2) et du sol (44 m^2). (R)

Remplacer les menuiseries extérieures par des châssis bois/pvc et du simple vitrage en conservant des ouvrants ($3,2\text{ m}^2$). (R)

Augmenter le nombre de porte-manteaux pour en avoir 300. (Voir chapitre sécurité)

Ajouter un système de pointage et d'affichage de la FMI. (Voir chapitre sécurité)



3 – COURSIVES : RECOMMANDE 25 000,00 HT€

Refaire le sol en béton lissé (100 m²). (R)

Reprendre les fissures des murs (pm). (R)

Refaire la peinture des murs et plafonds (250 m²). (R)

4 – CABINES HOMMES : RECOMMANDE 8 685,00 HT€

Refaire le sol en béton (16 m²). (R)

Renouveler les peintures des murs et du plafond du local (45 m²). (R)

Refaire le carrelage mural (16 m²). (R)

Remplacer les menuiseries extérieures par des châssis bois/pvc et du simple vitrage en conservant des ouvrants (1,54 m²). (R)



5 – CABINES FEMMES: RECOMMANDÉ 6 685,00 HT€

Refaire le sol en béton (16 m²). (R)

Renouveler les peintures des murs et du plafond du local (45 m²). (R)

Refaire le carrelage mural (16 m²). (R)

Remplacer les menuiseries extérieures par des châssis bois/pvc et du simple vitrage en conservant des ouvrants (1,54 m²). (R)

Faire au moins une cabine accessible PMR (Voir chapitre Accessibilité PMR)



6 – SANITAIRES HOMMES ET FEMMES BLOCS 1 ET 2: RECOMMANDE 20 480,00 HT€

Réaliser une douche et un sanitaire accessible PMR dans un bloc douche – sanitaire Hommes, idem pour les Femmes. (Voir chapitre accessibilité). (N)
Remplacer les menuiseries extérieures par des châssis bois/pvc et du simple vitrage en conservant des ouvrants ($3,2\text{ m}^2$). (R)

Rénover les 4 blocs sanitaires (16 m^2). (R)

Rénover la peinture des portes grillagées (8 m^2). (R)



7 – LOCAL MNS SECOURS INFIRMERIE : RECOMMANDE 12 400,00 HT€

Réaliser 1 vestiaire Hommes et 1 vestiaire Femmes pour le personnel (réglementaire : 9 m² mini chacun) (Voir chapitre sécurité)
Réaliser un espace détente pour le personnel (réglementaire : 9 m² mini) (Voir chapitre sécurité)
Réaliser une infirmerie séparée (Voir chapitre sécurité)

Rénover l'ensemble du local (murs, sol, plafond, vitrage) (15 m²). (R)
Remplacer les menuiseries extérieures par des châssis bois/pvc et du simple vitrage en conservant des ouvrants (1,6 m²). (R)



8 – VESTIAIRES COLLECTIFS (2 identiques) : RECOMMANDE 4 560,00 HT€

Rénover les peintures des murs (50 m²) et les sols des 2 vestiaires (26 m²). (R)



9 – PEDILUVES: NORME SECURITE 6 000,00 HT€

Refaire les pédiluves avec sol en béton lissé, douches et accessibles PMR. (N)



10 – LOCAL RANGEMENT MATERIEL PEDAGOGIQUE : RECOMMANDE 5 328,00 HT€

Poser un sol béton lissé (7,4 m²). (R)

Refaire les peintures murales et plafond (54 m²). (R)

Remplacer la porte métallique. (R)



11 – LOCAL RANGEMENT: RECOMMANDE 6 644,00 HT€

Réaliser une peinture de sol sur le sol béton lissé (14,4 m²). (R)

Rénover les chambranles de la porte. (R)

Refaire les peintures murales, plafond et portes (50 m²). (R)

Remplacer les menuiseries extérieures par des châssis bois/pvc et du simple vitrage en conservant des ouvrants (1,52 m²). (R)



Réaliser des avaloirs conformes. (R)

Poser des bacs de rétention pour les produits dangereux et apposer la signalétique réglementaire sur la sécurité (Voir chapitre sécurité). (N)

Posséder les FDS et ranger les produits en séparant les produits acides des produits basiques. (N)

12 – LOCAL RANGEMENT PRODUIT D'ENTRETIEN : RECOMMANDE 9 380,00 HT€

Réaliser une peinture de sol sur le sol béton lissé (14,4 m²). (R)

Rénover les chambranles de la porte. (R)

Refaire les peintures murales, plafond et portes (50 m²). (R)

Remplacer les menuiseries extérieures par des châssis bois/pvc et du simple vitrage en conservant des ouvrants (1,52 m²). (R)

Réaliser des avaloirs conformes. (R)

Poser des bacs de rétention pour les produits dangereux et apposer la signalétique réglementaire sur la sécurité *chapitre sécurité*. (N)

Posséder les FDS et ranger les produits en séparant les produits acides des produits basiques. (N)

Vérifier l'existence des plans des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales. (R)



13 – PETIT BASSIN ET PLAGES : RECOMMANDÉ 67 700,00 HT€
Inox brut: 104K€, Inox revêtu: 93 K€, Résine armée: 31 K€

Retirer les dalles de béton des plages minérales et **Appliquer** un béton coulé ($S=260m^2$). (R)

Bassin d'apprentissage :

Déposer le revêtement carrelé du bassin, **reprendre** l'étanchéité de la structure portée du bassin et **installer** un liner triple peau ($S=120m^2$). (R)

Commanditer une étude géotechnique et structure du bassin d'apprentissage. (R)



14 – GRAND BASSIN ET PLAGES : RECOMMANDE 174 700,00 HT€
Inox brut: 391K€, Inox revêtu: 351 K€, Résine armée: 117 K€

Retirer les dalles de béton des plages minérales et **Appliquer** un béton coulé ($S=460m^2$). (R)

Bassin sportif :

Déposer le revêtement carrelé du bassin, **reprendre** l'étanchéité de la structure portée du bassin et **installer** un liner triple peau ($S=450m^2$). (R)

Commanditer une étude géotechnique et structure du bassin sportif. (R)



15 – ZONE ESPACES VERTS DETENTE PIQUE NIQUE: RECOMMANDE 26 400,00 HT€
Appliquer un béton de propreté lissé au niveau du sol actuel dallé avec accessibilité PMR (pas de ressaut, cheminement indiqué : voir chapitre Accessibilité PMR...) (220 m²). (R)



16 – TRAITEMENT D'EAU LOCAL FILTRATION: NORME SECURITE 30 500,00 HT€, RECOMMANDE 60 100,00 HT€, TOTAL 90 600,00 HT€

Rénover le revêtement des murs et sols (150 m^2) des bacs tampons (résine ou peinture étanche). (R)
Vérifier que la vanne de vidange du bac tampon du BS est étanche (régie). (N)
Vérifier que les bacs de rétention sont de volume supérieur aux volumes de stockages des réactifs (en régie). (R)
Vérifier annuellement le clapet anti-retour de l'eau de ville (régie). (N)
Veiller à ce que les points d'injection acide et chlore soient séparés d'au moins 1 mètre (régie). (S)
Remplacer les 3 pompes de circulation, les panoplies des filtres et les 3 pré filtres. (N)
Appliquer une peinture au sol (60 m^2) et sur les murs et plafond (170 m^2) du local. (R)
Remplacer les menuiseries extérieures. 2 m^2 (R)
Rénover la peinture de la double porte métallique. 10 m^2 (R)
Rénover l'éclairage par néons. (R)
Rénover l'armoire électrique de commande du traitement d'eau en respectant la norme NC 15 100. (N)
Ajouter une moquette solaire pour chaque bassin sur chaque circuit de traitement d'eau (30 m^2 pour le BA ; 100 m^2 pour le BS). (R)
Vérifier par un BET structure (calcul de charges) la faisabilité d'installer les moquettes solaires sur la toiture du bâtiment. (S)

17 – PRODUCTION ECS: NORME SECURITE 10 100,00 HT€, RECOMMANDE 4 500,00 HT€, TOTAL 14 600,00 HT€

Revoir l'ensemble de l'installation. (N)

Prévoir un système de lutte contre les légionnelles : choc thermique ou chloré ou les deux. (N)

Revoir la distribution de l'ECS. (N)

Installer des panneaux solaires pour la production d'ECS. (R)

18 – LOCAL DEPOTAGE: NORME SECURITE 3 000,00 HT€, RECOMMANDE 2 700,00 HT€, TOTAL 5 700,00 HT€

Remplacer les poutres de maintien de la cuve de dépotage. (S)

Apposer l'affichage de sécurité. (N)

Rénover les murs, sols, plafond et porte : 40 m². (R)

Appliquer une peinture de sol : 5 m². (R)

Installer une douche de sécurité. (S)



**19 – LOCAL STOCKAGE PRODUITS CHIMIQUES: NORME SECURITE 1
800,00 HT€, RECOMMANDE 2 400,00 HT€, TOTAL 4 200,00 HT€**

Apposer l’affichage de sécurité. (S)

Rénover les murs, sols, plafond et porte (25 m²). (R)

Appliquer une peinture de sol (15 m²). (R)

Installer des bacs de rétention. (N)

Ranger les locaux. (R)



20 - ADOUCISSEUR: 0,00 HT€

Procéder à une mesure du TH de l’eau avant chaque début de saison. (R)

21 – ACCESSIBILITE: NORME SECURITE 33 700,00 HT€

Refaire la place de parking PMR et son cheminement jusqu'à l'accueil. (N)

Refaire l'accueil pour le rendre accessible. (N)

Refaire tous les cheminements et les pédiluves sans ressaut supérieur à 2 cm. (N)

Refaire les cabines de vestiaires, douches et sanitaires pour les rendre accessibles PMR. (N)

Investir dans un dispositif de mise à l'eau. (N)

Investir dans un fauteuil de substitution. (N)

Installer une signalétique adaptée pour mal voyants et illettrés. (N)

Installer des signaux, couplés avec le signal sonore d'alerte pour avertir d'un danger les malentendants et les malvoyants. A positionner sur le local infirmerie, dans la halle bassin, dans les vestiaires et dans le hall d'accueil. (N)

Installer un circuit avec rail de guidage et tapis d'éveil à la vigilance pour les malvoyants. (N)

Solliciter les membres d'associations représentatives pour établir, pour des travaux futurs, un cahier des charges qui corresponde aux besoins (en régie). (N)



22 – SECURITE: NORME SECURITE 25 200,00 HT€

Vérifier que tous les rapports de vérification (électrique, incendie, chauffage,) sont à jour (en régie). (N)

Renseigner en totalité le registre de sécurité (en régie). (N)

Procéder à un diagnostic amiante et plomb avant tout démarrage des travaux si besoin (en régie). (N)

Construire 2 vestiaires (total 18 m²) pour le personnel (ou louer des bungalows, à chiffrer en régie). (N)

Baisser la FMI à 200 si ce chiffre est cohérent avec la fréquentation habituelle ou ajouter 2 douches. (N)

Mettre en place un protocole pour justifier la FMI. (N)

Afficher la FMI (régie). (N)

RECAPITULATIF DES PRECONISATIONS

	NORME ET SÉCURITÉ	RECOMMANDÉ
1 - BATIMENT - STRUCTURE - TOITURE - ÉTANCHÉITÉ	0,00 €	48 800,00 €
2 - ACCUEIL – PORTE-CABINE - CAISSE	0,00 €	11 840,00 €
3 - COURSIVE	0,00 €	25 000,00 €
4 - CABINES HOMMES	0,00 €	8 685,00 €
5 - CABINES FEMMES	0,00 €	8 685,00 €
6 - SANITAIRES HOMMES ET FEMMES BLOC 1 ET BLOC 2	0,00 €	20 480,00 €
7 - LOCAL MNS – SECOURS - INFIRMERIE	0,00 €	12 400,00 €
8 - VESTIAIRES COLLECTIFS : 2 LOCAUX IDENTIQUES	0,00 €	4 560,00 €
9 - PEDILUVES	6 000,00 €	0,00 €
10 - LOCAL RANGEMENT MATERIEL PEDAGOGIQUE	0,00 €	5 328,00 €
11 - LOCAL RANGEMENT	0,00 €	6 644,00 €
12 - LOCAL RANGEMENT PRODUITS D'ENTRETIEN	0,00 €	9 380,00 €
13 - PETIT BASSIN ET PLAGES	0,00 €	67 700,00 €
14 - GRAND BASSIN ET PLAGES	0,00 €	174 700,00 €
15 - ZONE ESPACES VERTS – DETENTE – PIQUE NIQUE	0,00 €	26 400,00 €
16 - TRAITEMENT D'EAU / LOCAL FILTRATION	30 500,00 €	60 100,00 €
17 - PRODUCTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE (ECS)	10 100,00 €	4 500,00 €
18 - LOCAL DEPOTAGE	3 000,00 €	2 700,00 €
19 - LOCAL STOCKAGE PRODUITS CHIMIQUES	1 800,00 €	2 400,00 €
20 - ADOUCISSEUR	0,00 €	0,00 €
21 - ACCESSIBILITE	33 700,00 €	0,00 €

Envoyé en préfecture le 04/04/2025

Reçu en préfecture le 04/04/2025

Publié le 04/04/2025



ID : 007-210703468-20250402-2025_029SG-DE

COMMUNE DE VIVIERS
Maître d'ouvrage

SYNDICAT DE DÉVELOPPEMENT D'ÉQUIPEMENT ET D'AMÉNAGEMENT
Mandataire

MODIFICATION N°2
À LA CONVENTION DE MANDAT POUR LA RÉHABILITATION
DE LA PISCINE MUNICIPALE

ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE

POSTES DE DEPENSES	Montants H.T.	Montants T.T.C.
Travaux sur plages et bassins	553 281,75 €	663 938,10 €
Travaux de bâtiment	232 475,65 €	278 970,78 €
Aléas et divers sur travaux	44 566,00 €	53 479,20 €
Sous Total 1 - Montant des travaux	830 323,40 €	996 388,08 €
Maîtrise d'œuvre	89 461,79 €	107 354,15 €
Contrôle technique, coordination de sécurité	14 432,00 €	17 318,40 €
Etudes et diagnostics (topographique, géotechnique, ...)	10 074,17 €	12 089,00 €
Assurance dommage ouvrage	- €	- €
Frais techniques (réseaux) et administratifs (publications)	29 621,68 €	35 546,02 €
Mandat SDEA	34 086,96 €	40 904,35 €
Sous Total 2 - Montant des honoraires et frais annexes	177 676,60 €	213 211,92 €
Total convention de mandat	1 008 000,00 €	1 209 600,00 €

Envoyé en préfecture le 04/04/2025

Reçu en préfecture le 04/04/2025

Publié le 04/04/2025



ID : 007-210703468-20250402-2025_029SG-DE

COMMUNE DE VIVIERS
Maître d'Ouvrage

SYNDICAT DE DEVELOPPEMENT D'EQUIPEMENT ET D'AMENAGEMENT
Mandataire

MODIFICATION N° 2
A LA CONVENTION DE MANDAT POUR LA REHABILITATION
DE LA PISCINE MUNICIPALE

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

Rappel du montant de l'opération : 1 008 000,00 € H.T.

Le plan de financement n'est pas arrêté à ce stade, mais la commune espère un minimum de 80% de subvention afin de pouvoir mener à terme ce projet.

Les financeurs suivants seront sollicités :

- ETAT : DETR/DSIL/fond vert
- Département de l'Ardèche
- Région Auvergne Rhone Alpes

Le solde financier de l'opération (montant de l'opération – subventions acquises) sera couvert par les fonds propres de la collectivité et/ou le recours à l'emprunt

Envoyé en préfecture le 04/04/2025

Reçu en préfecture le 04/04/2025

Publié le Saisissez du texte



ID : 007-210703468-20250402-2025_029SG-DE

ANNEXE 4

COMMUNE DE VIVIERS
Maître d'ouvrage

SYNDICAT DE DÉLOPPMENT D'ÉQUIPEMENT ET D'AMÉNAGEMENT
Mandataire

MODIFICATION N°2
À LA CONVENTION DE MANDAT POUR LA RÉHABILITATION
DE LA PISCINE MUNICIPALE

ÉCHÉANCIER DÉPENSES ET RECETTES PRÉVISIONNELLES

PHASES	TRIMESTRE/ANNEE	APPELS DE FONDS TTC DU SDEA AU MOA	APPELS DE FONDS CUMULES TTC DU SDEA AU MOA	TOTAL TTC PAR ANNEE
Phase ETUDES tranche 1 et TRAVAUX urgents	1er Trimestre 2021	15 000,00 €	15 000,00 €	225 000,00 €
	2e Trimestre 2021	30 000,00 €	45 000,00 €	
	3e Trimestre 2021	60 000,00 €	105 000,00 €	
	4e Trimestre 2021	120 000,00 €	225 000,00 €	
Phase TRAVAUX TRANCHE 1	1er Trimestre 2022	50 000,00 €	275 000,00 €	330 000,00 €
	2e Trimestre 2022	150 000,00 €	425 000,00 €	
	3e Trimestre 2022	130 000,00 €	555 000,00 €	
	1er Trimestre 2023	130 000,00 €	685 000,00 €	290 000,00 €
	2e Trimestre 2023	160 000,00 €	845 000,00 €	
Phase TRAVAUX TRANCHE 2	4e Trimestre 2024	150 000,00 €	995 000,00 €	150 000,00 €
	1er Trimestre 2025	100 000,00 €	1 095 000,00 €	150 000,00 €
	2e Trimestre 2025	50 000,00 €	1 145 000,00 €	
Phase SOLDE OPERATION	1er Trimestre 2026	64 600,00 €	1 209 600,00 €	64 600,00 €
TOTAUX		1 209 600,00 €		

Envoyé en préfecture le 04/04/2025

Reçu en préfecture le 04/04/2025

Publié le 04/04/2025



ID : 007-210703468-20250402-2025_029SG-DE

COMMUNE DE VIVIERS
Maître d'Ouvrage

SYNDICAT DE DEVELOPPEMENT D'EQUIPEMENT ET D'AMENAGEMENT
Mandataire

MODIFICATION N° 2
A LA CONVENTION DE MANDAT POUR LA REHABILITATION
DE LA PISCINE MUNICIPALE

MISSIONS DU MANDATAIRE

1/ Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera réalisé :

L'organisation générale de l'opération et notamment :

- Définition des études complémentaires éventuellement nécessaires,
- Définition des intervenants nécessaires en complément des intervenants déjà désignés (maître d'œuvre, contrôleur technique), coordonnateur sécurité, entreprises, assurances,...),
- Définition des missions et responsabilités de chaque intervenant et des modes de dévolution des contrats (avenants pour les marchés déjà passés),
- Définition et suivi des procédures de consultation et de choix des intervenants complémentaires.

2/ Gestion du marché de maîtrise d'œuvre, versement de la rémunération et notamment

- Signature du marché de maîtrise d'œuvre, ou des avenants de transfert
- Etablissement des dossiers nécessaires au contrôle (légalité...) et transmission à l'autorité compétente.
- Notification au titulaire,
- Délivrance de l'ordre de service de gestion du marché de maîtrise d'œuvre,
- Vérification des décomptes d'honoraires, paiement des acomptes au titulaire,
- Négociation des avenants éventuels,
- Transmission aux organismes de contrôle,
- Signature et notification des avenants après accord du maître de l'ouvrage,
- Mise en œuvre des garanties contractuelles,
- Vérification du décompte final,
- Etablissement et notification du décompte général,
- Règlement des litiges éventuels,
- Paiement du solde.

3/ Signature et gestion des marchés d'études ou prestations intellectuelles (y compris contrôle technique), versement des rémunérations correspondantes et notamment :

- Définition de la mission des prestataires,
- Etablissement des dossiers de consultation,
- Proposition au maître de l'ouvrage de la procédure de lancement de la consultation et de son calendrier,
- Organisation matérielle des opérations de réception des candidatures et des offres,
- Secrétariat de la commission,
- Mise au point des marchés avec les candidats retenus,
- Etablissement des dossiers nécessaires au contrôle (contrôle financier, commissions spécialisées des marchés ou contrôle de légalité) et transmission à l'autorité compétente.
- Signature et notification des marchés (avenants pour les marchés déjà passés),
- Délivrance des ordres de services,
- Gestion des marchés,
- Décision sur les avis fournis par le contrôleur technique (ou le prestataire) et notification aux intéressés,
- Vérification des décomptes,
- Paiement des acomptes.
- Négociation des avenants éventuels,
- Transmission aux organismes de contrôle,
- Signature et notification des avenants après accord du maître de l'ouvrage,
- Mise en œuvre des garanties contractuelles,
- Vérification des décomptes finaux,
- Etablissement et notification des décomptes généraux,
- Règlement des litiges éventuels,
- Paiement des soldes.

4/ Préparation du choix des entrepreneurs et fournisseurs et notamment :

- Vérification, mise au point des dossiers de consultation des entreprises et fournisseurs,
- Organisation matérielle des opérations de réception et sélection des candidatures. Secrétariat des commissions, d'appel d'offres,
- Envoi des dossiers de consultation,
- Organisation matérielle de la réception et du jugement des offres.
- Secrétariat des commissions d'appel d'offres.
- Assistance au maître d'ouvrage pour le choix des titulaires.
- Notification de la décision des concurrents,
- Mise au point des marchés avec les entrepreneurs et fournisseurs retenus,

5/ Signature et gestion des marchés de travaux et fournitures, versement des rémunérations correspondantes - Réception des travaux et notamment :

- Etablissement des dossiers nécessaires au contrôle (contrôle financier, commissions spécialisées des marchés ou contrôle de légalité) et transmission à l'autorité compétente,
- Signature et notification des marchés,
- Décisions de gestion des marchés,
- Participation aux réunions de chantier
- Vérification des décomptes de prestations,

- Règlement des acomptes,
- Négociation des avenants éventuels.

6/ Gestion financière et comptable des opérations du programme et notamment :

- Etablissement et actualisation périodique du bilan financier prévisionnel détaillé du programme en conformité avec l'enveloppe financière prévisionnelle et le plan de financement, fixés par le maître de l'ouvrage,
- Actualisation périodique de l'échéancier,
- Suivi et mise à jour des documents précédents (fréquence à préciser dans convention) et information du maître de l'ouvrage,
- Transmission au maître de l'ouvrage pour accord en cas de modification par rapport aux documents annexés à la convention,
- Conclusion des cofinancements publics - établissement des dossiers nécessaires,
- Etablissement des dossiers de demande périodique d'avances ou de remboursement, comportant toutes les pièces justificatives nécessaires et transmission au maître de l'ouvrage,
- Etablissement du dossier de clôture du programme et transmission pour approbation au maître de l'ouvrage.

7/ Gestion Administrative et notamment :

- Commission de sécurité,
- Relations avec concessionnaires, autorisations,
- D'une manière générale, toutes démarches administratives nécessaires au bon déroulement du programme,
- Etablissement des dossiers nécessaires à l'exercice du contrôle de légalité et transmission au Préfet avec copie au maître de l'ouvrage,
- Suivi des procédures correspondantes et information du maître de l'ouvrage,

8/ Actions en justice pour :

- Litiges avec des tiers,
- Litiges avec les entrepreneurs, maîtres d'œuvre et prestataires intervenant dans l'opération dans les limites fixées par la convention.

Envoyé en préfecture le 04/04/2025

Reçu en préfecture le 04/04/2025

Publié le



ID : 007-210703468-20250402-2025_029SG-DE